

Immigrés et partis communistes dans la Résistance, par Pierre Broué

Note de lecture

Avec *Le sang de l'étranger* (1). *Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, S. courtois, D. Pechanski et A. Rayski ont non seulement voulu faire une histoire de la M.O.I., « l'organisation que le P.C.F. s'était donnée pour gagner et mobiliser les étrangers venus en France [...] pendant l'entre-deux-guerres » (p. 9), mais aussi répondre à quelques questions qui font leur problématique : « *quel fut le statut de ces étrangers, de cette structure M.O.I. dans le P.C.F. ? Quels conflits et, le plus souvent en fait, quelles convergences se sont révélées entre les multiples références identitaires en jeu ? Dans quelle mesure le P.C.F. a-t-il été un vecteur d'intégration dans la société française ? Comment, au bout du compte, se constitue une identité nationale ?* » (p. 10) Cet objectif ambitieux est complété par d'autres questions : « *Quelle fonction tenait la lutte armée dans la politique communiste ? Quels sont les enjeux stratégiques posés, dès 1943, dans la perspective de la libération et de la reconstruction ? Quel a été l'impact du génocide du peuple juif sur l'action des militants M.O.I. ?* » (p. 11)

Disons-le d'emblée, la qualité des réponses est très variable. Le chapitre premier : « *Aux origines de la M.O.I.* » comprend quelques inexactitudes : les auteurs situent à mars 1925 la première décision du P.C.F. d'effectuer une action spécifique vers la main d'œuvre immigrée. Or, à notre connaissance, dès novembre 1923, un délégué du B.P. du P.C.F. adressait à la commission exécutive centrale des groupes italiens du travail des « *Dispositions pour la constitution et le fonctionnement des groupes italiens du travail et des comités fédéraux de propagande* » (2). Les membres du groupe, (trois militants italiens ou plus), organisé sur une base territoriale, doivent obligatoirement adhérer au P.C.F. et à la C.G.T.U. Le responsable du groupe fait partie de plein droit du conseil de la section locale du P.C.F. Le parti français chapeaute l'activité des G.I.T. puisqu' « *aucune question de caractère politique, syndical, disciplinaire ou intérieur surgissant dans les groupes [...] ne pourra être résolue par eux, mais devra être soumise à l'appréciation de la C.E.C. qui, d'accord avec le B.P. du P.C.F. sera seule compétente pour trancher la question soulevée* ».

Il ne fait guère de doute, et je suis d'accord avec les auteurs, que le P.C.F. souhaitait placer les militants étrangers sous son autorité. Mais cela les autorise-t-ils à affirmer que cette volonté exprimait « *une position intégratrice qui portait la double empreinte du jacobinisme — centralisation et unification de la nation — et du principe léniniste d'« un seul parti communiste par pays », un parti monolithique qui absorbe et rejette toute autonomie nationalitaire* » ? (p. 22)

Au début des années vingt, le P.C.F. n'est pas encore le parti monolithique qu'il deviendra. Il faudra, pour cela, toute l'opération connue sous le nom de bolchevisation, dont significativement les auteurs ne soufflent mot, pour que exclusions après exclusions, et à l'issue de longues batailles, le P.C.F. devienne une organisation soumise à Staline et à la bureaucratie de Moscou.

Est-ce la volonté d'opposer le désir supposé d'intégration du P.C.F. à celui d'autonomie des immigrés, en particulier des Italiens, qui fait écrire aux auteurs de manière erronée que les « *Italiens [...] se sont organisés de manière indépendante* » alors que le texte cité plus haut démontre que c'est sous l'autorité du B.P. du P.C.F. que les G.I.T. ont été créés. Quant aux comités ouvriers antifascistes, ils n'ont pas été créés à l'initiative propre des Italiens mais à celle de la C.E.C. des groupes, toute acquise à la direction du P.C.F. et farouchement opposée aux militants bordiguistes qui dirigent les groupes en région parisienne. (3)

Les différents qui opposent alors les fractions des communistes italiens, et la direction du P.C.F. à la fraction bordiguiste italienne (leurs « *comptes internes* » écrivent les auteurs), sont loin de recouper une opposition entre intégration dans la nation française et autonomie d'un groupe national. Elles ne sont autres que la réfraction de la lutte acharnée qui se mène en Italie entre la gauche de Bordiga (orthographié par erreur Bordigha dans le livre et dont le prénom est Amadeo et non Amedeo) et la droite du P.C.I., une lutte à laquelle le P.C.F. n'est pas indifférent, pas plus que l'I.C., qui a décidé de dissoudre le Comité d'Entente qui regroupe en Italie les partisans de Bordiga. Ce sont des problèmes de tactique et de stratégie révolutionnaire, sur lesquels il est impossible de s'étendre dans cette note, qui sont en jeu.

Ce ne sont donc pas, à notre avis, « *deux logiques distinctes* » qui marquent les relations entre le P.C.F. et les militants immigrés : « *celle du P.C.F., intégratrice et centripète ; celle des groupes de langue [...] centrifuge et visant à préserver les liens avec l'organisation du pays d'origine, l'indépendance organisationnelle et politique* ». (pp. 23-24) C'est, au milieu des années vingt, la traduction dans les sections nationales des divergences et des luttes qui ont lieu dans l'I.C., autour du Vème Congrès, sur la stratégie révolutionnaire, qui marque les relations entre le P.C.F., lui-même traversé par ces batailles, et les communistes immigrés en France. Les circonstances particulières de l'Italie, où le P.C. est dirigé depuis sa naissance par Bordiga et ses camarades, donnent une acuité plus grande à l'opposition qui se manifeste entre la direction du P.C.F. et la majorité des G.I.T. A ce sujet, la parution dans les *Cahiers du bolchevisme* en juin 1926, d'une déclaration politique des partisans de Bordiga n'est ni « *un conflit de préséance* » entre les deux P.C., ni « *une inacceptable ingérence* » (p. 24) du P.C.F. dans les affaires du P.C.I., mais tout simplement l'expression que les partisans de Bordiga, voire simplement les défenseurs du libre débat dans le parti, ont réussi à imposer la publication de ce texte.

Courtois, Péchanski et Rayski cherchent à expliquer le plus grand nombre de choses possible par l'opposition intégration-autonomie. Il en est à nouveau ainsi au sujet de la politique du P.C.I. après septembre 1934, quand le parti italien signe un accord de front populaire avec le P.S., les républicains et *Giustizia e Libertà*, fondant l'Union populaire italienne et son journal *La Voce degli Italiani*. Le P.C.I. tient dans l'organisation comme dans le journal une place prépondérante et, lit-on page 32: « *les articles du journal et les proclamations où les actions de l'U.P.I. expriment bien davantage le choix de l'intégration que celui du retour dans le pays à libérer du fascisme* ». C'est oublier que l'histoire des P.C. est rythmée par celle de l'I.C. et par les zig-zags de la direction stalinienne depuis son accession au pouvoir. Or, de 1928 à 1934, le P.C.I. a appliqué la ligne de l'I.C. qui prévoyait l'éclatement de la révolution dans de bref délais, y compris en Italie. Cela l'a conduit à envoyer sans relâche, et de façon encore accentuée à partir de 1930, ses meilleurs cadres reconstruire des organisations communistes en Italie même. Cette politique, fondée sur une analyse totalement erronée, conduisit à une catastrophe et à l'emprisonnement de dizaines de militants italiens. En 1934 précisément, le centre interne du P.C.I. disparaît pour des années. Le parti en Italie est exsangue. On comprend alors mieux, le tournant de 1934 aidant, que le P.C.I. se tourne vers une plus grande activité en exil que dans le pays où il est presque liquidé.

Passé le premier chapitre où bien des affirmations sont discutables, le livre « *prend son élan* ». Les auteurs étudient le rôle des immigrés de la M.O.I. dans la guerre d'Espagne, relèvent la dégradation des relations entre le P.C.F. et la M.O.I. au moment où le premier reprend les slogans de la droite xénophobe: « *la France aux Français* ». Alors, en 1937, 70% des membres de la M.O.I. n'ont pas leur carte au P.C.F., et c'est Giulio Ceretti qui est chargé de la reprise en main. Quoi qu'il en soit, à la veille de la guerre, « *la présence concomitante en France des dirigeants, des militants et des masses immigrées explique en grande partie le rôle considérable que joueront la M.O.I. et les communistes étrangers pendant la guerre et l'occupation* » (p. 57).

Nous sommes au cœur du livre, qui consacre 350 de ses 425 pages à la période 1939-1945. Les auteurs vont y suivre pas à pas la M.O.I. et ses militants. Le pacte germano-soviétique est un « *coup de tonnerre sur la M.O.I.* », qui parvient cependant à se réorganiser dès la mi-1940. Elle est opérationnelle, (beaucoup plus que le P.C.F.) quand l'Allemagne attaque l'U.R.S.S. Ce sera pour tous ces immigrés, écrivent les auteurs, « *un immense soulagement* ».

L'étude du rôle de la M.O.I. dans la guerre et la Résistance, celle de la traque de la police française (ces brigades spéciales des Renseignements généraux auxquelles les auteurs consacrent un chapitre édifiant) sont menées avec précision et le plus grand soin. La place importante accordée à la section juive souligne bien le rôle considérable qu'elle joua contre la politique de Vichy et des nazis et montre qu'elle aussi comprit avec un retard inévitable que c'est la solution finale qui menaçait les Juifs. Ce suivi minutieux apporte bien des éléments de réponse à la question de l'impact du génocide du peuple juif sur l'action des militants de la M.O.I.. En revanche, il manque cruellement à la réflexion sur « *les enjeux stratégiques posés dès 1943, par la perspective de la libération* » la dimension internationale fixée par les négociations entre les Alliés, Américains, Anglais et Soviétiques. A aucun moment les auteurs n'évoquent les grandes conférences qui fixeront le sort du monde après-guerre et ce que ces décisions impliquent pour la politique des P.C. et donc de la M.O.I.. L'orientation de Staline semble n'avoir qu'une importance secondaire dans « *la stratégie de large alliance, symbolisée par sa participation au C.N.R. par la reconnaissance de l'autorité suprême de de Gaulle, mais aussi, sur le terrain, par le développement d'une nouvelle organisation, le Front national* » que le P.C.F. met en œuvre. (p. 304) Et les auteurs peuvent ainsi écrire qu'« *en cet été 1943, la création d'organisations frontistes par la plupart des sections nationales répond indéniablement aux nouvelles orientations du P.C.F. et du mouvement communiste international* ». (p. 311) C'est mettre les choses à l'envers. La nouvelle orientation du P.C.F. n'est nullement autonome. Dès le début de 1942, l'I.C. avait indiqué que la ligne à suivre était la constitution de fronts nationaux. Les circonstances nationales ont ensuite conduit les différents P.C. à créer, les uns après les autres, ces fronts nationaux.

Par ailleurs, on comprend mal, et les auteurs ne l'expliquent pas, en quoi la création des F.N. « s'inscrit dans la droite ligne d'une vieille tradition de la France, qui a souvent accordé asile à des réfugiés politiques étrangers. (p. 311) Qu'ont donc à voir le droit d'asile et la politique de l'I.C. et de ses sections ? Rappelons simplement, à titre d'exemple, qu'en Italie même, les dirigeants du P.C.I. de retour d'exil, et pas seulement de France, mais également d'Afrique du Nord et des U.S.A., menaient la même politique d'union nationale.

La multiplication des fronts nationaux et de libération dans les immigrations à partir de l'été 1943, comme la volonté d'élargir la lutte armée par le recrutement dans les F.T.P. de « *patriotes sans distinction d'origine, de tendance et d'appartenance* » (4) traduisent-elles seulement « *une orientation stratégique fondée sur l'image du peuple en armes en vue de l'insurrection nationale qui doit être placée sous l'égide des F.T.P.* »? (p. 333) N'expriment-elles pas que d'ores et déjà le P.C.F. a décidé de ne rien faire pour modifier en profondeur la nature du système politique et économique, et que s'il cherche à « *s'assurer une position dominante dans la France libérée* » (p. 333) ce n'est pas pour y installer le socialisme ?

Notes :

(1) *Le sang de l'étranger* de S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski. Editions Fayard, mars 1989.

(2) Archives nationales F7 13455.

3. Archives nationales, F7 13456.

(4). Document du P.C.F., cité p. 331.